

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

11 mars 2016 – N° 272

Combien la France perd-elle aujourd'hui de croissance en ne réformant pas son marché du travail ?

Malgré la progression assez rapide de la demande, le redressement de la profitabilité des entreprises, le niveau très bas des taux d'intérêt, la croissance ne redémarre pas significativement en France. Nous pensons que cela est dû à ce que les règles du marché du travail (protection forte de l'emploi, incertitude sur les coûts des licenciements, niveau élevé du coût du travail non qualifié), les déficiences du système de formation professionnelle, découragent les entreprises d'investir et de créer des emplois. De ce fait, la progression de la demande conduit à une progression forte des importations et faible de la production domestique (du PIB) en France.

Nous évaluons ce que serait la croissance de la France si elle avait réformé son marché du travail en regardant ce que devrait être l'élasticité « normale » des importations à la demande, (l'élasticité apparente récente forte en France résultant d'après nous de l'absence de réformes du marché du travail) et en l'appliquant à la progression observée de la demande (totale, intérieure et à l'exportation).

On voit alors que, si la France avait réformé son marché du travail, la croissance sur un an (en glissement annuel) à la fin de 2015 aurait été probablement de 2,3% et non de 1,4% : le coût de l'absence de réformes serait de près de 1 point de croissance par an.

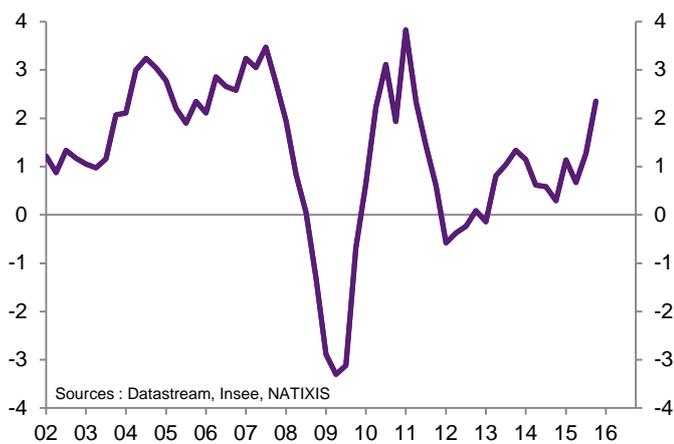
Rédacteur :
Patrick ARTUS

Croissance restant faible en France malgré des conditions favorables

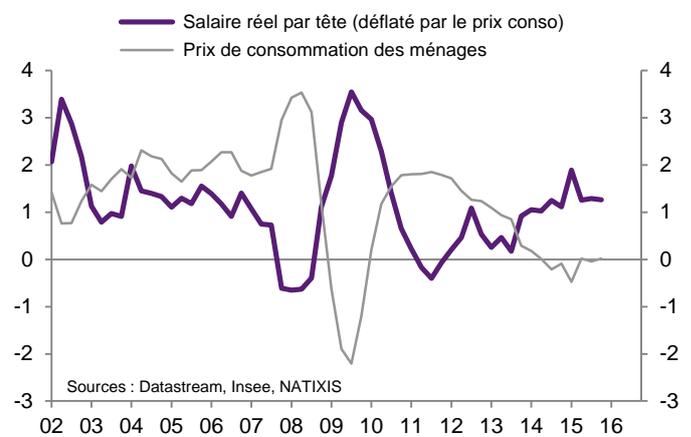
La France bénéficie dans la période récente :

- **d'un redressement net de la demande intérieure** (avec la baisse du prix du pétrole, graphiques 1a/1b) **et des exportations** (avec la dépréciation de l'euro, graphique 2) ;
- **d'un redressement net de la profitabilité des entreprises** (graphiques 3a/3b), avec la baisse du prix du pétrole, la dépréciation de l'euro, les baisses d'impôts des entreprises décidées par le gouvernement ;
- **de taux d'intérêt très bas** (graphique 4).

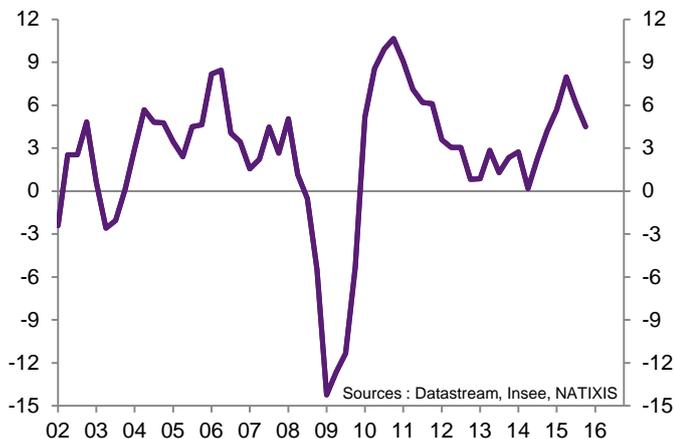
Graphique 1a
France : demande intérieure en volume (GA en %)



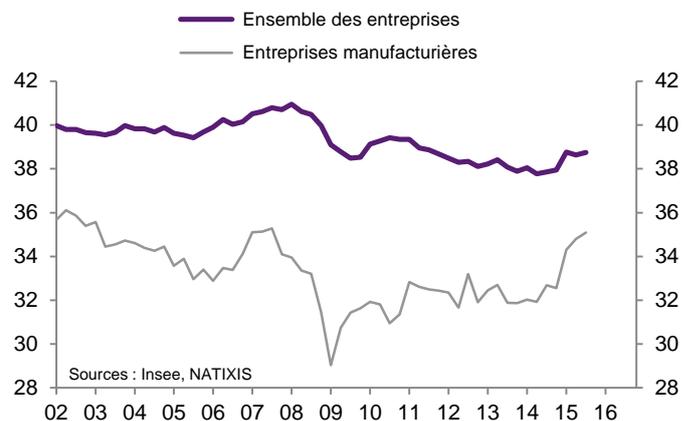
Graphique 1b
France : salaire réel par tête et prix de consommation (GA en %)



Graphique 2
France : exportations de biens et services (volume, GA en %)



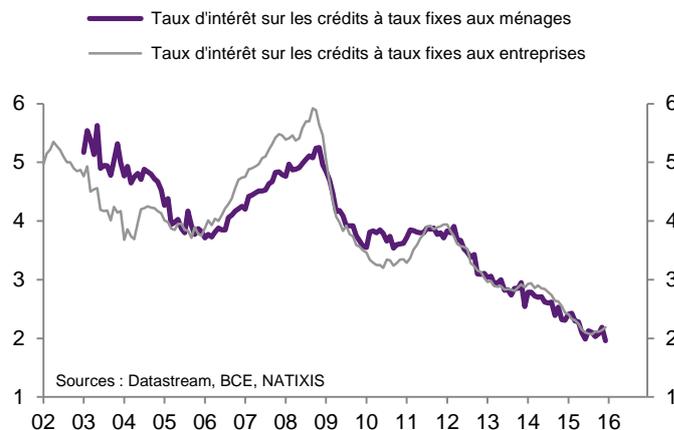
Graphique 3a
France : marges bénéficiaires des entreprises (en %)



Graphique 3b
France : profits après taxes, intérêts et dividendes
(en % du PIB valeur)

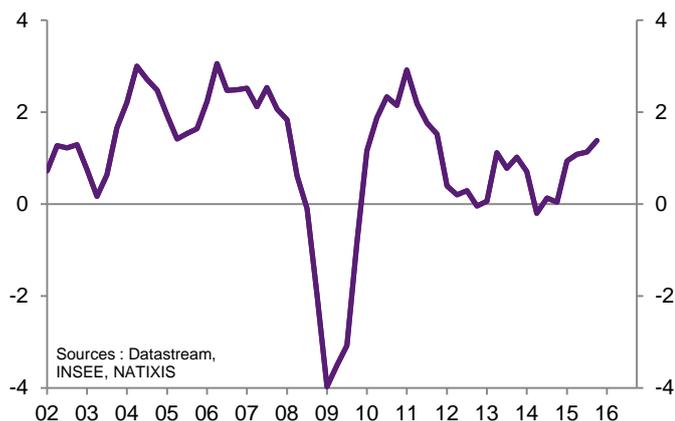


Graphique 4
France : taux d'intérêt des crédits à taux fixe aux ménages et aux entreprises (en %)

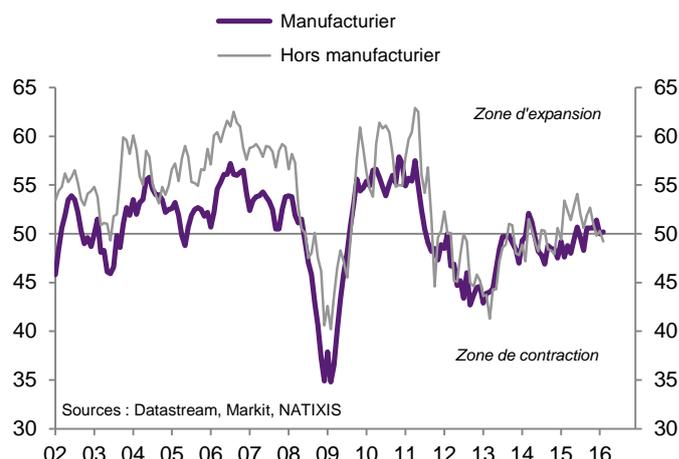


Malgré ces circonstances favorables, la croissance (graphique 5a) et les perspectives de croissance (graphique 5b) restent faibles en France.

Graphique 5a
France : croissance du PIB volume (GA en %)



Graphique 5b
France : indice PMI dans le secteur ...



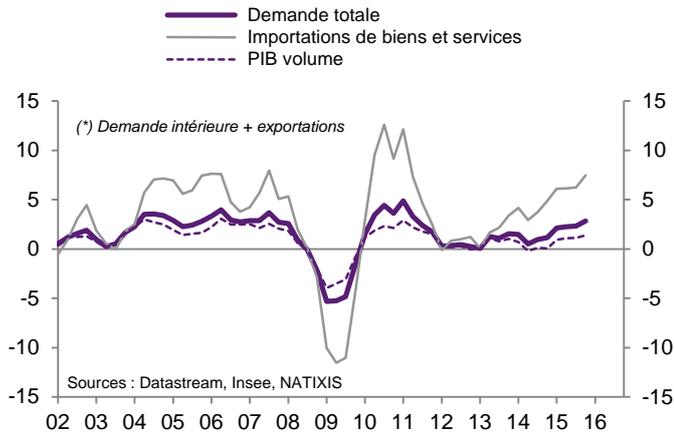
L'absence de réformes du marché du travail explique la forte élasticité des importations à la demande

Les réformes du marché du travail qui seraient nécessaires en France sont maintenant bien connues :

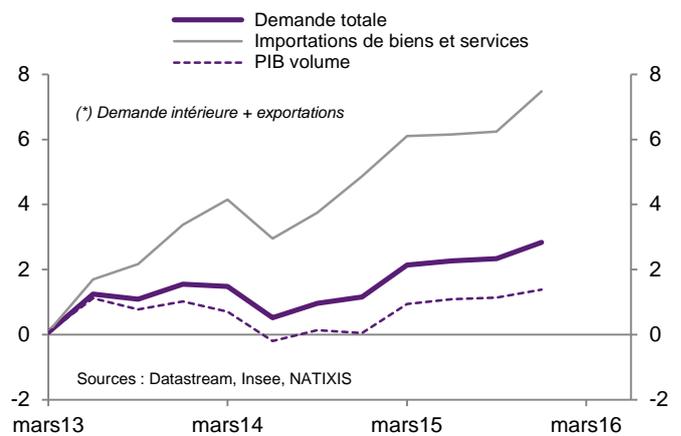
- création d'un contrat de travail à long terme avec une acquisition progressive de droits à protection (comme en Italie) ;
- définition précise d'un licenciement économique justifié ;
- réduction de l'incertitude sur les coûts de licenciement ;
- accroissement de l'efficacité du système de formation professionnelle ;
- accompagnement personnalisé des chômeurs.

Nous pensons que l'absence de ces réformes explique la très forte élasticité des importations à la demande (demande totale, intérieure et à l'exportation) en France dans la période récente (graphiques 6a/6b).

Graphique 6a
France : demande totale*, importations et PIB
(volume, GA en %)



Graphique 6b
France : demande totale*, importations et PIB
(volume, GA en %)



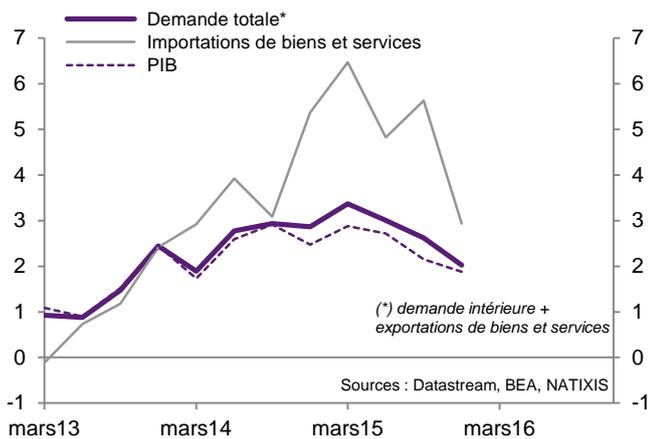
L'absence de réformes du marché du travail décourage les entreprises d'investir et d'embaucher, et réduit donc la réponse de la production à la demande.

Que serait la croissance de la France si le marché du travail avait été réformé ?

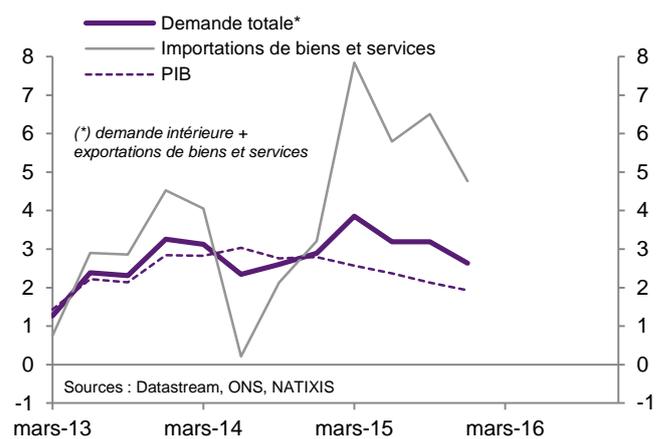
Nous faisons l'hypothèse suivante : si les réformes nécessaires du marché du travail avaient été mises en place, l'élasticité des importations à la demande en France serait plus faible, identique à celle observée dans les autres pays. Regardons donc l'élasticité des importations à la demande totale dans la période récente dans d'autres pays de l'OCDE (graphiques 7a/b/c/d/e/f). L'élasticité des importations à la demande totale en 2015 :

- est de 2,7 en France ;
- est de 1,8 en moyenne dans les pays de l'OCDE.

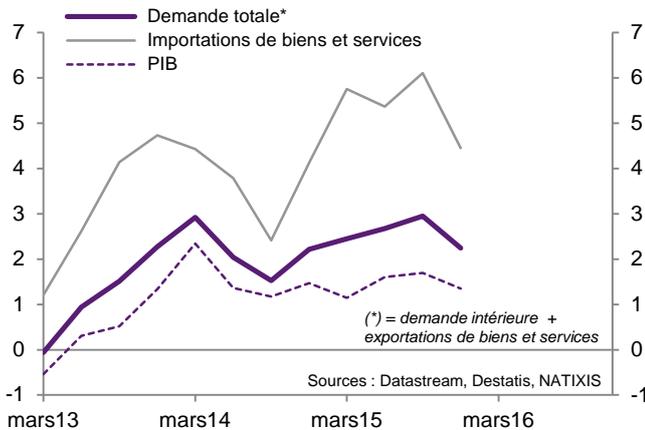
Graphique 7a
Etats-Unis : demande totale*, importations et PIB
(volume, GA en %)



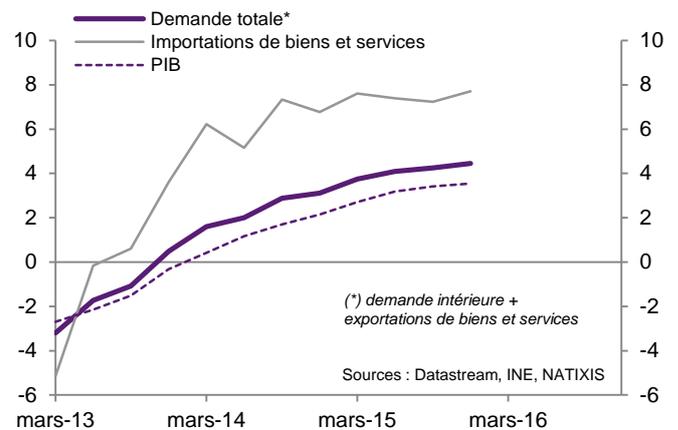
Graphique 7b
Royaume-Uni : demande totale*, importations et PIB
(volume, GA en %)



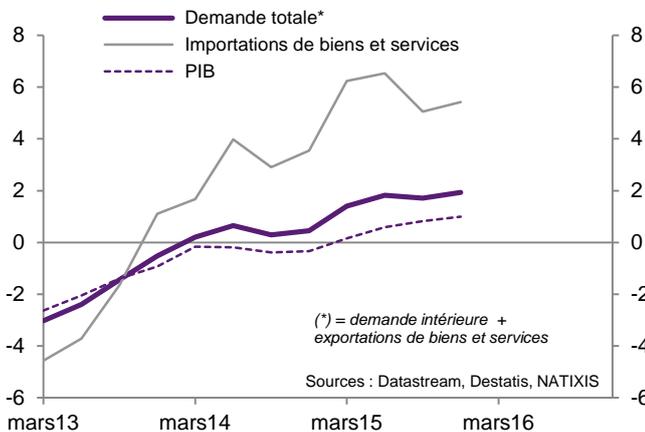
Graphique 7c
Allemagne : demande totale*, importations et PIB
 (volume, GA en %)



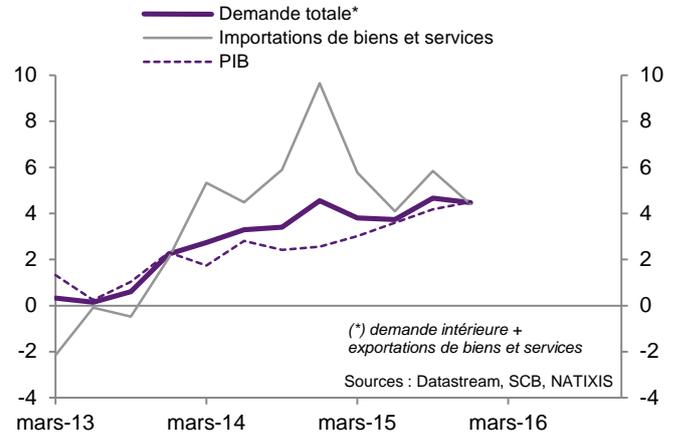
Graphique 7d
Espagne : demande totale*, importations et PIB
 (volume, GA en %)



Graphique 7e
Italie : demande totale*, importations et PIB
 (volume, GA en %)



Graphique 7f
Suède : demande totale*, importations et PIB
 (volume, GA en %)



(1,5 aux Etats-Unis ; 1,7 au Royaume-Uni ; 2,0 en Allemagne ; 1,7 en Espagne ; 2,8 en Italie, seul pays où l'élasticité des importations à la demande est aussi forte qu'en France ; 1,0 en Suède).

Ceci veut dire **que si la France avait aujourd'hui la même élasticité des importations à la demande totale que les autres pays de l'OCDE, la croissance de la France sur un an (en glissement annuel) à la fin de 2015 aurait été de 2,3% et non de 1,4%, avec une croissance des importations plus faible de 2,6 points.**

Synthèse : le coût de l'absence de réformes

Nous pensons que la faible réaction de la croissance en France alors que la demande et la profitabilité se sont fortement améliorées résulte de l'insuffisance des réformes du marché du travail.

Nous estimons alors ce qu'aurait été la croissance en 2015 de la France si les réformes nécessaires avaient été réalisés en supposant que la France aurait alors eu la même élasticité des importations à la demande totale en 2015 que les autres pays de l'OCDE.

Cette estimation nous montre que la perte de croissance sur un an en France due à l'insuffisance des réformes peut-être évaluée à 0,9 point.